

Salaires, retraites : l'éducation ouvre le bal des mobilisations

La FSU appelle à une journée d'actions sur les rémunérations dans l'Education nationale ce mardi, deux jours avant les grèves contre la réforme des retraites. Le ministre Pap Ndiaye ouvrira ce mercredi la concertation sur les salaires avec les syndicats.



En janvier 2022, les enseignants avaient manifesté massivement pour de meilleures conditions de travail. (AFP)

Par [Marie-Christine Corbier](#)

Publié le 16 janv. 2023 à 18:31 Mis à jour le 17 janv. 2023 à 07:13

L'Education nationale ouvre [le bal des mobilisations sociales de la semaine](#) dès ce mardi. La date, proposée par la FSU, de ce mouvement qui porte sur les salaires, avait été fixée bien avant [celle de la contestation sur retraites de jeudi](#). La fédération syndicale a néanmoins maintenu son mot d'ordre, sans appeler explicitement à la grève. Les autres syndicats ont préféré concentrer leurs efforts jeudi.

« Pour le 17, la grève n'est pas la modalité principale, c'est une modalité d'action essentiellement hors du temps de travail, convient Benoît Teste, secrétaire général de la FSU. Même si le 19 janvier porte sur les retraites, les salaires pèsent dans le ras-le-bol général. »

Les salaires « au centre des combats »

Les discussions salariales entre l'Education nationale et les syndicats reprendront ce mercredi, indique aux « Echos » l'entourage du ministre Pap Ndiaye, qui ouvrira la concertation.

Avant même d'entrer dans le vif du sujet, les contestations sont vives, les syndicats expliquant que certains vont bénéficier des revalorisations et d'autres pas, contrairement à [la promesse d'Emmanuel Macron](#). Les inquiétudes sont fortes pour les enseignants en milieu et en fin de carrière, alors que le gouvernement envisage de faire porter ses efforts sur les [2.000 euros net par mois](#) en début de carrière.

« Certains enseignants, qui sont dans la deuxième partie de leur carrière, n'auront rien du tout », affirme Sophie Vénéitay, secrétaire générale du SNES-FSU. Le principal syndicat de l'enseignement secondaire réclame une augmentation des salaires « pour tout le monde et sans contrepartie » et entend « placer la question des salaires au centre des combats ».

Fin d'état de grâce

Les propos récents de Pap Ndiaye sur les [engagements d'Emmanuel Macron](#) ont suscité une vive polémique, les syndicats considérant que le chef de l'Etat avait promis, durant la campagne, de [revaloriser tous les enseignants](#) de 10 %, là où le ministre de l'Education nationale assure que ce n'est pas le cas.

« Tout le monde se dit que [ce n'est vraiment pas clair](#) », confie Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du Sgen-CFDT. L'Education nationale a prévu 635 millions d'euros d'augmentation « inconditionnelle », mais « ce ne sera pas 10 % d'augmentation pour tout le monde », ajoute la syndicaliste qui réclame « d'autres étapes » et « une pluriannualité ». « Cela fait plus de neuf mois que le gouvernement communique sur la revalorisation des enseignants en disant tout et son contraire, forcément c'est incohérent », s'agace Jean-Rémi Girard, président du SNALC.

Les enseignants les plus avancés dans leur carrière pourraient bénéficier de changements de grade. Le budget du ministère pour 2023 prévoit aussi 300 millions pour les enseignants qui accepteront le futur « pacte ». Mais, à l'heure du report de l'âge de départ à la retraite, le « travailler plus pour gagner plus » a encore plus de mal à passer que lorsqu'il avait été [annoncé par Emmanuel Macron](#).

Dans l'ombre de l'Elysée

Le mécontentement des enseignants s'est aussi nourri, ces dernières semaines, des prescriptions du ministre sur la dictée et le calcul mental, à travers la publication de circulaires perçues comme une remise en cause de la liberté pédagogique. Et par l'annonce de [la suppression de la technologie](#) en sixième, par voie de presse. « Le ministre démontre qu'il est dans la ligne de son prédécesseur », a violemment dénoncé le SNUipp-FSU.

Pour Pap Ndiaye, dont tous les syndicats avaient jusqu'ici salué le changement de style, c'est la fin de l'état de grâce. Paradoxalement, [la réforme des retraites](#) va mettre les enseignants dans la rue au moment où le gouvernement s'apprête à mettre [près de 1 milliard d'euros sur la table](#) pour les revaloriser.

L'ombre de l'Elysée sur les faits et gestes du ministre n'aide pas non plus Pap Ndiaye à s'imposer. « Il a fait un vrai gros boulot de rencontres pour se construire un avis personnel, mais on s'interroge toujours sur ses marges de manoeuvre et on se demande qui pilote entre l'Elysée et le ministre », tweetait récemment le secrétaire général du SE-Unsa, Stéphane Crochet.